

INTERVENANT À LA RADIO

Zerhouni menace le RCD

Le code pénal réprime toute atteinte à l'emblème national, indique le ministre de l'Intérieur, Nouredine Yazid Zerhouni, dans une menace à peine voilée contre le RCD qui a hissé un drapeau noir à la place du drapeau national.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Invité, hier matin, de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine-Yazid Zerhouni, prévoit un «bon taux de participation» pour l'élection présidentielle d'aujourd'hui même s'il a affirmé ne pas disposer de «boule de cristal».

Néanmoins, il dira ne pas être «préoccupé, sur le principe, par le taux de participation à ces élections». Il n'y a «aucune raison de vivre avec un complexe appelé le complexe du taux de participation», dira-t-il. Faisant une comparaison

avec des pays à longue expérience démocratique, le ministre de l'Intérieur a estimé que les taux atteints lors des scrutins présidentiels de 1999 et 2004 sont supérieurs à ceux des Etats-Unis.

Pour autant, Yazid Zerhouni se réfère à des «indicateurs intéressants» pour avancer un taux de participation «bon», notamment le nombre de citoyens qui introduisent des recours pour «corriger» leur inscription sur les listes électorales qui était de 24 000 personnes en 2004 et qui est passé à 1 700 000 personnes en 2009.

Comme le ministre de l'Intérieur relèvera l'affluen-

ce «importante» des citoyens aux différents meetings et rencontres de proximité des 6 candidats en campagne électorale. A ce propos, Yazid Zerhouni a indiqué que le nombre des citoyens «exposés aux discours» a atteint les 2 millions de personnes alors qu'il était, en 2004, de 1 300 000 personnes. Il relève aussi l'importante affluence des Algériens établis à l'étranger aux bureaux de vote.

Sur la moitié des bureaux de vote «évalués», il donnera un taux de participation de 28% durant les deux premiers jours du scrutin (ce taux était de 24% en 2004). «Nous avons agi en toute transparence», rétorquera-t-il à l'adresse de ceux qui estiment que les résultats sont déjà connus d'avance. «Est-ce à dire qu'ils n'ont pas le gabarit de

leur compétiteur ? Veut-on laisser entendre qu'il y a manipulation ? interrogera-t-il, en réponse aux trois candidats qui ont émis récemment des doutes.

Car, selon Yazid Zerhouni, tout milite pour un scrutin transparent, au regard des dispositions légales, des garanties organisationnelles et pratiques mises en place et des grandes facilités accordées aux candidats dont l'accès «équitable» et «gratuit» aux médias lourds notamment.

Pour le ministre de l'Intérieur, l'ensemble des garanties sont «réellement une avancée par rapport à d'autres pays étrangers» et de «l'avis des observateurs étrangers», ajoutera-t-il. Voire, le dispositif mis en place est «suffisant», selon l'invité de la Chaîne III qui estime aussi que la présence d'observateurs étrangers

est «un plus mais n'est pas indispensable» et que leur «nombre n'est pas une raison d'une mauvaise évaluation».

Pour Yazid Zerhouni, la campagne électorale s'est déroulée dans une ambiance totale de liberté d'expression, sans perturbation aucune malgré quelques excès de langage frisant l'insulte.

Même, «la culture républicaine basée sur le dialogue, le débat et la liberté d'expression est en train de se consolider chaque jour», selon le ministre de l'Intérieur qui estime que «les élections de 2009 feront date». Mais un ministre de l'Intérieur minimisant l'impact des appels au boycott électoral et menaçant clairement le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui a hissé récemment un

drapeau noir à la place de l'emblème national, d'une action judiciaire.

«Le code pénal réprime toute atteinte à la loi de 1984 «confirmée» en 1997 qui oblige les partis politiques à hisser l'emblème national», a rappelé le ministre de l'Intérieur. Pour Yazid Zerhouni, sans citer nommément le président du RCD, ce fait «signifie que les gens derrière cet acte se trouvent dans le désarroi face à leur échec».

«Il n'y a pas lieu de s'étonner quand on sait que parmi ces gens-là, il y a quelques années, des personnes avaient dit sans vergogne ni pudeur qu'elles s'étaient trompées de peuple. Peut-être qu'elles ont voulu nous dire aujourd'hui, par cet acte, quel était leur drapeau», ironise-t-il.

C. B.

LE RCD RÉPOND À MOHAMED TEGUIA :

«Heureux de vous affronter devant les tribunaux»

«Oui, le drapeau noir reflète la douleur et la colère de notre peuple.» Le RCD persiste et signe.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public, la direction nationale du RCD n'a pas été par trente-six chemins pour accuser le président de la commission de surveillance de l'élection présidentielle, M. Tegui, d'avoir «fait dans des manœuvres de diversion qui ne pourront pas occulter ce que vous avez commis depuis le 12 novembre, à savoir un crime contre la nation».

Dans son communiqué, le parti de Saïd Sadi a commenté les propos de M. Tegui à savoir que «les responsables du RCD répondront de leurs actes devant la justice». Or, pour le RCD, «M. Tegui, qui fut, pour le plus

grand malheur de notre peuple, ministre de la Justice, ignore qu'il n'est ni qualifié ni mandaté pour entamer ce genre de procédure».

«S'il avait tenu à garder un minimum de crédibilité, il aurait pu esquisser un semblant de protestation devant la confiscation et l'usage outranciers des moyens et symboles de l'Etat par le candidat Bouteflika. La loi électorale stipule que «l'usage des attributs de l'Etat est interdit (art. 82). Si M. Tegui ignore ce texte, cela est grave. S'il s'est rendu complice de sa violation, cela est tout simplement pitoyable», lit-on dans le communiqué. Toutefois, la direction nationale du RCD promet au président de la commission chargée de la surveillance de l'élection présidentielle, «que les délinquants, grassement payés, qui représentent le chef de l'Etat et qui ont proféré des propos indignes et ségrégationnistes

pendant la campagne électorale, auront à répondre de leurs actes devant la justice». Dans son communiqué, le RCD «condamne les anathèmes du pouvoir lancés contre les patriotes qui se démarquent du troisième coup d'Etat de son chef, le détournement matériel et la confiscation du patrimoine symbolique de la nation».

«Oui, le drapeau noir reflète la douleur et la colère de notre peuple. L'histoire vous a jugés, M. Tegui, vous et vos sponsors. Nous serons, cependant, heureux de vous affronter devant les tribunaux, comme certains d'entre nous l'ont déjà fait à la Cour de sûreté de l'Etat par le passé. Ce sera le seul lieu où l'on pourra avoir enfin un débat contradictoire», conclut le communiqué.

A. B.

BÉJAÏA : IMPOSANTE MARCHÉ POPULAIRE CONTRE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE À AKBOU

«Non à l'enterrement de la démocratie»

La population d'Akbou était, hier, au rendez-vous de la marche pacifique à laquelle a appelé le comité local du Printemps noir pour dénoncer l'élection présidentielle d'aujourd'hui.

Ils étaient quelque 2 000 personnes à descendre dans les rues d'Akbou pour crier haut et fort leur révolte et leur rejet du scrutin présidentiel. Des responsables politiques, dont Tarik Mira et Ali Brahimi, députés du RCD, Mouloud Mebarki, membre de la direction du MAK, Sofiane Adjlane, ex-député des arouch, et Saïd Salhi de la ligue de défense des droits de l'Homme ont pris part également à la marche initiée sous les mots d'ordre de dénonciation par la même occasion «de la corruption et l'instrumentalisation de l'Etat, la cherté de la vie, la misère sociale et économique, la trahison de la mémoire des martyrs, le chantage économique exercé sur la Kabylie, le pouvoir, ses relais et les serviteurs de Bouteflika dans la région».

Une heure déjà avant le coup d'envoi de la manifestation, la

foule qui s'est rassemblée à la place Berri-Ahcène a donné le ton en reprenant à tue-tête des slogans fustigeant le pouvoir. «Ulac l'vot ulac !» «Pouvoir assassin !» «Bouteflika, ouyahia houkouma irhabya !», «Dabahine, quataline, iquoulou wataniynne !» « la Kabylie n'est pas à vendre !» ont été autant de mots d'ordre scandés par la procession humaine tout au long du parcours menant vers la place Colonel-Amirouche, point de chute de la marche.

Dans une ambiance colorée, à la tête de la marche, des manifestants ont brandi un cercueil pour dénoncer le scrutin présidentiel et dire «non à l'enterrement de la démocratie et de l'Algérie !». D'autres marcheurs, qui entendaient à leur manière s'élever contre la vie chère, exhibèrent des pommes de terre tout en criant des slogans hostiles à la politique

économique menée par le pouvoir qui ne cesse d'affecter sévèrement le pouvoir d'achat des Algériens.

Emu par cette immense mobilisation citoyenne, un vieil homme, qui participait à la marche, assénera en parlant de ce qu'il a qualifié « d'agitation » des partisans du candidat-président durant la campagne électorale : «L'argent coule à flots, les portraits du président-candidat ont inondé nos murs mais Bouteflika ne réussira jamais à conquérir les cœurs en Kabylie, qui demeurera belle et rebelle pour l'éternité».

A l'issue de la marche qui s'est déroulée sans le moindre incident, une prise de parole a été improvisée. Tout en appelant les citoyens au «rejet massif du scrutin présidentiel», les différents intervenants ont tiré à boulets rouges sur la politique «incarnée par Bouteflika durant ces dix dernières années comme chef de l'Etat». «A mesure que le rendez-vous fatidique approche, l'Algérie sombre dans le désespoir et le renonce-

ment, face à un pouvoir qui abuse des moyens de l'Etat et dilapide l'argent du contribuable sur fond de spectacles, de promesses clientélistes et de corruption massive».

Tandis que les serveurs entonnent toute honte bue, la trompette des «indjazzate de fakhamatouhou», le malaise s'élargit et la crise économique et sociale perdure avec son cortège de misère, de harraga, de chômage et de délinquance qui touche des pans entiers de la population et particulièrement la jeunesse», dénoncent les organisateurs de la marche dans une déclaration.

«Personne n'est dupe, les dés sont pipés et Bouteflika, candidat du système, aura son troisième mandat et les lièvres leurs quoteparts. En l'absence de l'opposition démocratique et la fermeture du champ politique et médiatique, le bourrage des urnes est bien une spécialité du pouvoir algérien», lit-on encore dans le même document.

A. Kersani

Les observateurs internationaux bien encadrés à Boumerdès

Les quatre observateurs internationaux : deux éléments de l'Union africaine (UA) et deux éléments de la Ligue arabe, dépêchés par ces instances dans la wilaya de Boumerdès ont fait, la veille du scrutin, de très courtes visites au centre de presse et au siège de la commission indépendante de contrôle de la wilaya.

Arrivés à l'ex-Rocher noir mardi dernier, ces observateurs ont été reçus par le wali. Ils sont pris en charge par l'administration. Au niveau du centre de presse, équipé et monté la veille de cette arrivée (mardi) par la wilaya, les observateurs ont posé quelques questions aux journalistes présents mais ont refusé de répondre à celles de nos confrères. «Je ne suis pas habilitée à répondre aux questions», rétorqua la déléguée de l'UA, originaire de l'île Maurice. Un moment plus tard, elle finira par préciser qu'ils sont venus à titre d'observateurs pour les élections et qu'un premier rapport a été élaboré par eux. Cependant, elle n'a pas indiqué si la démarche est faite en concertation avec les délégués de la Ligue arabe.

Par la suite, la délégation, entourée par plusieurs directeurs exécutifs et des éléments des services de sécurité, s'est dirigée vers le siège de la commission indépendante de contrôle des élections de la wilaya de Boumerdès.

La visite a été brève. Selon nos informations, ces observateurs seront escortés, au cours de leur tournée sur le terrain, par des responsables de l'administration, désignés par le wali de Boumerdès.

A noter, par ailleurs, qu'aucune information n'a filtré sur leur programme de travail.

Abachi L.